



Le retour de la puissance allemande annonce-t-il une nouvelle rivalité franco-allemande ?



Le réarmement allemand engagé depuis la guerre en Ukraine pourrait profondément modifier l'équilibre des puissances en Europe. Avec des dépenses militaires en forte hausse, une industrie de défense renforcée et une ambition stratégique désormais assumée, Berlin semble vouloir retrouver un rôle central. Face à cette montée en puissance, la France doit-elle revoir sa propre posture et réaffirmer ses attributs de puissance pour éviter un nouveau déséquilibre franco-allemand ?

À l'origine de la Seconde Guerre mondiale, plus grand cataclysme de l'histoire de l'humanité avec 50 millions de morts, l'Allemagne semblait condamnée à une forme de repentance perpétuelle, à l'impossibilité de revendiquer toute forme de puissance politique et militaire.

C'est ce qui a sous-tendu le modèle allemand de l'après-guerre : une armée importante, mais politiquement et constitutionnellement encadrée ; une puissance militaire intégrée à l'OTAN plutôt qu'un instrument autonome de projection de puissance. L'article 87a de la Loi fondamentale mentionne ainsi que « L'engagement des forces armées doit cesser dès que le Bundestag ou le Bundesrat l'exige. » Cela signifie qu'un engagement des forces armées allemandes, y compris à l'étranger, nécessite une autorisation parlementaire préalable. Cela constitue une différence importante avec une puissance comme la France, où l'exécutif dispose traditionnellement d'une marge beaucoup plus grande pour décider rapidement d'une opération extérieure.

L'article 24 de la Loi fondamentale et sa jurisprudence constituent une autre contrainte forte. La Cour constitutionnelle fédérale considère que les interventions allemandes à l'étranger doivent s'inscrire dans le cadre de la défense collective et des systèmes de sécurité collective, ce qui a notamment permis la participation de la Bundeswehr à l'OTAN et à certaines opérations internationales. Autrement dit, l'Allemagne peut être une puissance militaire, mais elle doit inscrire l'emploi de cette puissance dans un cadre multilatéral.



L'Allemagne réaffirme sa puissance sans complexe

Si ce cadre constitutionnel reste en vigueur, la guerre en Ukraine a bouleversé l'équilibre européen. Avec la Zeitenwende (« le changement d'époque ») annoncée par Olaf Scholz en 2022, Berlin a engagé un changement de cap qui touche à la défense, mais aussi aux finances publiques, à l'industrie, à l'énergie et à la politique étrangère. La vraie question est donc de savoir si l'Allemagne est simplement en train de retrouver les moyens correspondant à son poids économique, ou si l'on assiste à la naissance d'une nouvelle ambition de puissance susceptible de raviver la rivalité avec la France.

Si l'Allemagne démocratique actuelle est bien loin des doctrines territoriales et nationalistes des XIXe et XXe siècles, le retour d'un discours assumé et sans complexe de puissance, en dépit de sa responsabilité historique, pose question, surtout quand ce discours est essentiellement centré sur l'Allemagne et peu sur sa coopération avec ses partenaires européens, dont la France.

Lors de la conférence de Munich du 13 février 2026, le chancelier allemand Friedrich Merz a ainsi utilisé à de nombreuses reprises le mot « Germany » associé à la puissance, aux capacités militaires, à la politique étrangère, à la responsabilité historique et aux intérêts allemands. Une telle ambition aurait suscité des réactions indignées il y a quelques années encore. De l'autre côté du Rhin, alors que la France est plutôt du bon côté de l'Histoire, elle assume de moins en moins sa puissance. Emmanuel Macron a très peu employé le mot « France » dans son discours. Quand il l'a fait, c'est pour renoncer à toute ambition nationale, comme en témoigne cette citation : « Quand je parle de l'Europe devenant une puissance, je ne parle pas de la France ou de l'Allemagne devenant une puissance. Je parle de l'Europe. »

Alors qu'Emmanuel Macron veut une Europe-puissance qui effacerait les puissances nationales, Friedrich Merz veut une Allemagne-puissance capable de contribuer à une Europe-puissance, pour ne pas dire la diriger. Or, seule la conception allemande est viable, car la puissance est un vecteur essentiel de la souveraineté, soit « la capacité d'un peuple à maîtriser son destin », comme l'a rappelé le Conseil d'État dans son étude annuelle de 2024. Or, il n'y a pas de peuple européen. La notion de souveraineté européenne est donc un oxymore, une construction de communicants sans aucun fondement juridique et historique. Par conséquent, la position française est d'emblée un aveu de faiblesse face à cette nouvelle Allemagne.

Un réarmement allemand d'ampleur

Le premier signe de cette affirmation de puissance sans complexe est le réarmement. En 2022, Berlin a créé un fonds spécial de 100 milliards d'euros pour moderniser la Bundeswehr. L'Allemagne a atteint l'objectif de 2 % du PIB consacré à la défense dès 2024. Son budget de défense est passé de 62,4 milliards d'euros en 2025 à 82,7 milliards en 2026 hors fonds spécial, avec une nouvelle progression annoncée pour 2027. La France, qui a pourtant fortement augmenté son budget militaire ces dernières années, est d'ores et déjà largement distancée avec 57,1 milliards d'euros en 2026.

Le changement est aussi politique. Friedrich Merz affichant l'ambition de faire de la Bundeswehr « l'armée conventionnelle la plus forte d'Europe », il ne s'agit plus seulement de remettre à niveau une armée sous-équipée, mais de construire un instrument militaire de premier rang.



Cette expression de puissance ne se limite pas au territoire allemand. Elle se projette avec, en 2025 et pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, l'installation en Lituanie d'une brigade blindée permanente d'environ 5 000 militaires. Berlin entend ainsi assumer directement une responsabilité militaire sur le flanc oriental de l'Europe, rôle traditionnellement dévolu aux vainqueurs occidentaux du dernier conflit mondial.

La réforme constitutionnelle de mars 2025 constitue aussi une rupture en desserrant le « frein à la dette » pour permettre une augmentation massive des dépenses de défense. Désormais, les ressources fédérales consacrées à la défense, à la protection civile, aux services de renseignement et à certains dispositifs de sécurité qui dépassent 1 % du PIB peuvent être mobilisées par l'endettement. Autrement dit, l'Allemagne peut désormais augmenter massivement son effort militaire sans devoir financer chaque euro supplémentaire par une baisse équivalente d'autres dépenses ou une hausse immédiate des impôts.

Une renaissance de l'industrie de défense allemande

Et ce réarmement bénéficie directement à l'industrie allemande. Rheinmetall est devenu le symbole de cette transformation. L'entreprise profite de l'explosion des commandes nationales et européennes et renforce sa position parmi les grands acteurs continentaux du secteur.

L'ampleur du marché allemand attire également des industriels étrangers. Une partie croissante de l'écosystème européen de défense pourrait ainsi se structurer autour de l'Allemagne. Le risque pour Paris n'est donc pas que Berlin abandonne la coopération européenne, mais qu'une part croissante de cette coopération s'organise autour des capacités industrielles d'outre-Rhin.

L'énergie et l'intelligence économique sont également des instruments de la puissance allemande

La rupture allemande concerne également l'énergie. La guerre en Ukraine a révélé la vulnérabilité du modèle fondé sur les importations de gaz russe. Berlin a accéléré la diversification de ses approvisionnements, et l'énergie est désormais intégrée à une réflexion stratégique. La stratégie nationale de sécurité publiée en 2023 élargit, elle aussi, la notion de sécurité aux chaînes d'approvisionnement, aux matières premières, aux infrastructures critiques et au cyberspace. Berlin ne pense donc plus seulement comme une puissance commerciale, mais recommence à penser comme une puissance stratégique.

Un rapport de forces avec la France qui se déséquilibre

Le couple franco-allemand reposait sur la complémentarité. L'Allemagne disposait d'une économie supérieure, tandis que la France conservait plusieurs attributs régaliens de la puissance : dissuasion nucléaire, siège au Conseil de sécurité de l'ONU, capacités de projection et expérience des opérations extérieures.

L'Allemagne est désormais en mesure de réduire cet écart dans le domaine militaire conventionnel. Elle dispose d'une population plus importante, d'une économie plus puissante et d'une capacité financière considérable. Son réarmement lui permet d'ores et déjà de consacrer des sommes supérieures à celles de la France à la défense. Le rapport de forces historique entre les deux pays pourrait donc être profondément modifié, avec une compétition qui pourrait désormais s'étendre à



l'industrie de défense, aux grands programmes européens, aux technologies, à l'énergie et donc au leadership politique de l'Union.

Vers un nouveau pangermanisme ?

C'est ici que l'hypothèse d'un néo-pangermanisme mérite d'être posée. Il ne s'agit évidemment pas d'un projet d'expansion territoriale. Le pangermanisme du XXI^e siècle pourrait être économique, industriel et stratégique. Il consisterait à faire de l'Allemagne le cœur autour duquel s'organisent les chaînes de valeur, les infrastructures et la défense conventionnelle européenne.

Plus l'Allemagne investira dans sa défense, plus elle attirera les industriels, et plus elle disposera d'une capacité d'influence sur les programmes européens. Plus elle investira dans ses infrastructures, plus elle renforcera son rôle de plateforme économique du continent.

Le phénomène pourrait donc produire une Europe davantage structurée autour de Berlin, avec un leadership de fait. Si le pangermanisme originel appartient heureusement au passé, le retour d'une Allemagne qui assume pleinement sa puissance pourrait être l'un des faits majeurs de l'histoire européenne du XXI^e siècle, d'autant plus que les partis nationalistes y effectuent des percées désormais récurrentes.

La France doit assumer à nouveau ses attributs de puissance et se réformer

Pour rééquilibrer cette situation, la France doit d'abord changer de posture et affirmer sa puissance, plutôt que de justifier une fédéralisation sans issue de l'Europe en misant sur la faiblesse supposée de chacun de ses membres.

L'Europe ne pèsera dans les affaires du monde qu'en s'appuyant sur la puissance de chacune de ses nations souveraines qui coopèrent sur quelques sujets où elles n'ont pas la taille critique pour lutter efficacement contre les États-Unis ou la Chine : IA, quantique, spatial, aéronautique, industrie de défense pour l'essentiel. Tout ce qui a fonctionné actuellement au sein de l'Union relève de l'intergouvernemental en mode projet avec quelques pays qui se lancent : Airbus, Agence spatiale européenne, programmes d'armement pilotés par l'OCCAr, etc.

C'est en fait revenir aux fondements de la construction européenne, soit une Europe des nations, une Europe de la subsidiarité tant proclamée et de moins en moins respectée. Il est paradoxal de constater que les États fédérés des États-Unis ont, hors justice, armées et police fédérales, souvent plus de pouvoirs que les États de l'Union européenne ! Les États-Unis sont pourtant considérés comme un marché unique avec une économie particulièrement dynamique. Un marché unique ne signifie pas façonner un jardin à la française taillé au cordeau. Plus la Commission concentre des compétences à Bruxelles et plus l'UE décroche vis-à-vis de Washington qui laisse bien plus de libertés aux acteurs locaux, élément essentiel dans un monde complexe qui évolue de plus en plus vite.

Enfin, à côté du changement de posture, la France doit impérativement réformer sa sphère publique, dont la mauvaise gestion asphyxie le pays à petit feu : le pouvoir d'achat des actifs, les marges des entreprises et les agents publics sur le terrain. Parallèlement à cette réforme, nœud gordien du sursaut français, la France doit aussi reprendre la maîtrise de ses données, carburant de l'IA et de l'économie du XXI^e siècle.



Ce n'est qu'à cette double condition que notre pays aura les moyens de sa puissance au service d'elle-même et de l'Europe. En lâchant la bride sur le cou de ses chevaux de course, les TPE/PME/ETI qui regroupent 70 % des actifs et représentent 70 % du PIB, et en remettant de l'ordre en son sein, la France pourra non seulement rivaliser avec l'Allemagne pour rééquilibrer le leadership en Europe, mais elle pourra même se hisser sur le podium comme troisième puissance mondiale derrière les États-Unis et la Chine.

Il n'y a et n'y aura jamais de fatalité au déclin du pays. Le pire n'est jamais certain et le meilleur jamais acquis. Nous sommes à la fois proches d'un effondrement et d'un sursaut historique. La puissance est avant tout une affaire de volonté et de travail. C'est toute la démarche de Nouvel essor français qui met sur la table le projet qui se veut le plus ambitieux pour la France depuis 1958...

Par Patrice Huiban

Président de Nouvel essor français